

Il y a eu débat, je veux bien l'admettre. J'ai écouté tout ce qu'a déclaré le député avant de soulever la question de priviège proprement dite. Je dois ajouter, toutefois, qu'il a peut-être, dans ce cas particulier, raison d'énoncer un grief important, mais en aucun cas de soulever la question de privilège.

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### L'ÉNERGIE

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—LA MAUVAISE GESTION DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES PAR LE GOUVERNEMENT

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre)** propose:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour sa mauvaise gestion des ressources énergétiques du Canada et pour ses conséquences négatives sur le développement économique du pays et sa sécurité en matière d'énergie.

—Madame le Président, je suis très heureux de pouvoir proposer cette motion à la Chambre. La politique énergétique du gouvernement, ou je devrais peut-être dire son absence de politique énergétique, a fait que le Canada et les Canadiens sont de plus en plus vulnérables aux pénuries de pétrole venant des autres pays et a littéralement coûté aux Canadiens des milliards de dollars en pertes de possibilités énergétiques grâce au développement industriel. C'est pour cette raison que je présente la motion que voici:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour sa mauvaise gestion des ressources énergétiques du Canada et pour ses conséquences négatives sur le développement économique du pays et sa sécurité en matière d'énergie.

Le gouvernement est devenu complètement obsédé par l'idée du partage des recettes entre lui et les provinces productrices de pétrole. Au cours des quelques dernières années il a dirigé les affaires financières du pays avec une telle impéritie qu'il a accumulé un déficit qui atteindra cette année un montant d'environ 14 milliards de dollars.

Il considère les recettes tirées du pétrole comme le moyen le plus facile et le moins pénible de réduire cet énorme déficit et, pour ce faire, il divise le pays. Il rend les Canadiens de plus en plus vulnérables en cas de pénurie de pétrole et son imprévoyance empêche les Canadiens de profiter des plus extraordinaires possibilités de développement économique et de création d'emplois de leur histoire.

Dernièrement, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a mené une campagne publicitaire qui avait pour but de calmer les inquiétudes de la population au sujet de l'énergie. Ces derniers mots sont tirés d'un document du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, document qui a fait l'objet d'une fuite et dans lequel on établit l'objectif de la campagne publicitaire. Considérons cet objectif compte tenu de ce qui se passe actuellement au Canada et dans le reste du monde.

● (1530)

En 1979, nous avons importé 430,000 barils de pétrole par jour de pays comme le Venezuela et ceux du Moyen Orient. Cela représentait environ 25 p. 100 de notre consommation qui s'élevait à environ 1.8 million de barils par jour. Quand deux des principaux pays exportateurs se font la guerre, n'avons-

### L'énergie

nous pas tout lieu de nous inquiéter? Cet objectif sera sans doute modifié en 1985, car nous importerons alors environ 700,000 barils de pétrole par jour en provenance de ces pays selon les prévisions de l'Office national de l'Énergie.

En 1981, le pipe-line Sarnia-Montréal commencera à ache-miner moins de pétrole. D'ici 1985, ce pipe-line pourrait cesser de transporter du pétrole de l'Ouest. Si l'on ne découvre pas d'autres gisements dans l'Ouest—et on en a découvert pratiquement aucun exception faite de la récente découverte d'un gisement pétrolier dans la région de Pembina—l'Ontario commencera à consommer du pétrole étranger en 1985. Les provinces de l'Atlantique et le Québec dépendront alors à 100 p. 100 de sources d'approvisionnements étrangères et, en 1985, l'Ontario se retrouvera elle aussi dans cette situation très vulnérable. Voici quelles sont les perspectives en ce qui concerne notre approvisionnement en pétrole. Nous devons cette situation aux politiques énergétiques à courte vue du gouvernement libéral, les politiques qui, deux ans après la première crise pétrolière, ont placé le Canada dans une position vulnérable alors qu'il était encore considéré comme un pays exportateur de pétrole en 1975.

Tous les experts le prédisent, il faut s'attendre de plus en plus à une pénurie mondiale de pétrole au cours des années à venir. Le *Globe and Mail* de ce matin a publié un article qui expose certaines conséquences de la guerre irako-iranienne sur l'approvisionnement. Je regrette de dire que la réponse donnée par le ministre au député de Calgary-Centre (M. Andre) ne tenait aucun compte du message que cet article transmettait aux Canadiens. Le monde a réussi à faire face à la pénurie de pétrole iranien qui a commencé il y a environ un an et demi, et jusqu'ici il a réussi à surmonter la crise qui débute à la suite de la guerre irako-iranienne. Nous ne devrions pas administrer notre politique énergétique sans tenir compte de cette menace d'autant plus qu'il nous est possible de nous protéger contre ces pénuries grâce à une politique cherchant à développer nos propres réserves pétrolières.

L'*Economist*, de Londres, a bien résumé la situation en un paragraphe que voici:

La guerre entre l'Irak et l'Iran a modifié l'équilibre politique dans la région du golfe Persique. L'Irak, pays peuplé et bien armé mené par un Bismark arabe qui n'hésite pas à recourir aux armes (et qui, à l'issue de la guerre actuelle, contrôlera peut-être, directement ou indirectement, le potentiel iranien de production de six millions de barils) dominera l'Iran, humilié et affaibli, l'Arabie saoudite, riche en pétrole mais peu peuplée, et les nombreux petits États riverains du golfe. Telle sera la conséquence sur le plan local.

La phrase suivante devrait préoccuper les Canadiens:

Quant au reste du monde, dont les usines, les navires, les avions et les voitures dépendent du pétrole déjà trop cher de la région du golfe, il devra tirer pour principale leçon de la guerre actuelle que l'on ne peut compter sur aucune main occulte pour assurer la production pétrolière au milieu des rivalités politiques exacerbées dans cette région troublée.

Nous sommes aujourd'hui la risée du monde entier. Notre pays était un net exportateur en 1975. Nous n'avons tenu aucun compte des signes de danger de 1973, que les autres pays ont pris très au sérieux. Notre pays doit maintenant importer de quoi satisfaire 25 p. 100 de ses besoins en pétrole. Le monde entier, incrédule, se demande bien comment nous avons pu en arriver là. Or, nous n'avons toujours pas appris notre leçon. Le gouvernement actuel applique aujourd'hui des politiques qui accroissent notre dépendance du pétrole étranger, et qui augmentent les risques de pénurie chez nous. Les Canadiens devraient exiger des politiques énergétiques qui